

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19973 - 77ÈME ANNÉE

L'UNEF, la CGAD et l'Épicerie solidaire organisent la solidarité en période de crise sanitaire : distribution de colis alimentaires

Bourses trop faibles et vie chère : 1000 étudiants de l'Université ont reçu un colis alimentaire

L'UNEF, l'Épicerie solidaire et la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail ont organisé hier une distribution de colis alimentaire. Cette action de solidarité a touché 1.000 étudiants, ce qui rappelle la situation de pauvreté d'une grande partie des Réunionnais qui entreprennent des études supérieures. Le faible montant des bourses et la vie chère touchent durement la plus grande richesse de La Réunion : sa jeunesse. Un communiqué de l'UNEF-Réunion donne les détails de cette action.

« Ce jeudi 21 octobre 2021, s'est tenue une distribution gratuite de colis alimentaires au campus du Moufia sur le parvis de l'UFR Lettres et Sciences Humaines à 10 heures. Cette action de solidarité, coordonnée avec l'UNEF, les bénévoles de Solidarité Etudiante 974 et la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail (CGAD), a été effectuée afin de répondre à un réel besoin des étudiants et a touché plus de 1 000 étudiants sur le campus du Moufia.

Nous tenons à remercier les donateurs qui se sont mobilisés : Baby Gourmet, Cogemo, Sodial, Pro à Pro, Chant d'elle, Cilam, Sanogia, Master Food, Martin Pêcheur, Bou-



langerie Young, Armement, CGF, Espace Fraîcheur, Uprobio, Cruditop, Abattoir DUCHEMANN & Grondin, Royal Bourbon, grâce à qui plus d'1,6 tonne de denrées alimentaires a été récoltée, on y retrouve des fruits et légumes frais ainsi que des produits de qualité, pour permettre aux étudiants de bénéficier d'une alimentation saine et équilibrée.

La situation actuelle est telle que la crise sanitaire continue d'aggraver les inégalités : difficultés à retrouver un emploi, raréfaction des terrains de stage, dépenses liées au COVID, détresse psychologique, fracture numérique, difficultés d'accès aux soins, les problématiques sont multiples et ne sont toujours pas résolues.

Avec 63 % des étudiants qui sont boursiers dont la majorité aux échelons 6 et 7, on peut dire que La Réunion est un territoire qui comporte le plus fort taux de précarité, et en plus d'être touchés par les conséquences de la crise sanitaire actuelle, les étudiants réunionnais comme tous les étudiants ultramarins sont impactés par la cherté de la vie, à La Réunion le coût de la vie est 7 % plus cher qu'en métropole.

Il faut une réforme du système actuel des bourses en prenant en compte la situation des étudiants et non plus les revenus des parents et prendre en compte les spécificités locales, inhérentes aux territoires ultramarins. »

Les 10 % les plus riches responsables de 50 % du CO2 rejeté dans l'atmosphère

Les plus riches émettent beaucoup plus de CO2 que les plus pauvres : pour un impôt progressif écologique sur la richesse

Les individus les plus aisés polluent bien davantage que les plus pauvres sur la planète et devraient faire l'objet de mesures d'imposition ciblées, relève une étude du World Inequality Lab (WIL) publiée mercredi, à quelques jours de la COP26, conférence mondiale sur le climat à Glasgow.

Tandis que les niveaux d'émission de carbone cette année rivalisent avec ceux d'avant la pandémie, les 1 % les plus fortunés ont émis en moyenne chacun 110 tonnes de CO2 en 2019, détaille cette étude menée par l'économiste Lucas Chancel, co-directeur du WIL à l'Ecole d'économie de Paris. En cumulé, cela a représenté 17 % des émissions mondiales de CO2 cette même année.

Les importations augmentent de 25 % l'empreinte carbone des Européens

L'ensemble de ces émissions

provient des comportements de consommation et d'investissements de cette catégorie de population, précise le WIL. Les 10 % les plus riches sont eux responsables de la moitié des émissions planétaires. A l'opposé du spectre, la moitié la plus pauvre de la population mondiale a émis en moyenne seulement 1,6 tonne de carbone par personne, soit 12 % des émissions mondiales.

« Il y a une forte inégalité des contributions au problème climatique » souligne à l'AFP Lucas Chancel, estimant que « le gradient du revenu et du patrimoine permettent d'expliquer une grande partie des inégalités » d'émissions. Outre les personnes les plus fortunées, les pays les plus développés présentent une empreinte carbone bien plus élevée une fois pris en compte les produits fabriqués à l'étranger et importés sur leur sol. Pour l'Europe, particulièrement épinglée dans l'étude, l'inclusion des émissions de carbone de ces produits fait gonfler la facture finale d'environ 25 %.

« Impôts progressifs écologiques sur la richesse »

Parmi les solutions proposées, le rapport préconise de prendre davantage en compte les émissions individuelles dans les politiques publiques, de façon à mieux cibler les comportements pollueurs. « Cela peut se faire au travers d'instruments visant les investissements dans les activités polluantes et fossiles », avec l'exemple d'impôts progressifs sur la détention de titres financiers liés à des activités non vertes. L'imposition sur les plus gros pollueurs doit par ailleurs être revue, souligne Lucas Chancel, évoquant la mise en place « d'impôts progressifs écologiques sur la richesse ». « Un tel outil pourrait être politiquement plus viable que les taxes sur la consommation de carbone qui frappent durement les groupes à faibles revenus et ne parviennent pas à réduire les émissions des personnes très fortunées », ajoute-t-il.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Ça suffit le mépris de classe

On peut définir le mépris de classe comme tout ce qui contribue à construire et perpétuer le rejet des pratiques des classes populaires, parce que considérées comme indignes de respect ou d'intérêt. Mais pour comprendre ce concept et pourquoi faire du mépris de classe c'est moche, il faut commencer par quelques explications sur le contexte dans lequel il se développe. Nos sociétés sont structurées d'une façon qui fait apparaître plusieurs classes sociales hiérarchisées. Cela ne signifie pas que certaines caractéristiques font de certains individus des personnes intrinsèquement meilleures ou plus intéressantes que d'autres dans l'absolu. Ce que ça veut dire, c'est que dans ce système, certains groupes en dominent d'autres et profitent d'avantages dont ils les privent.

En effet, la classe sociale est entre autres déterminée par la fonction occupée dans la production économique. On note généralement ça en référence à la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles établie par l'INSEE (PCS, souvent dite CSP, du nom de l'ancienne nomenclature). Elle est très précise, mais on simplifie généralement en se référant aux grandes catégories, au nombre de 6 pour les actifs. En relation aux classes sociales, on considère généralement que les classes populaires comprennent les ouvriers et les employés, les classes moyennes incluent les professions intermédiaires et les cadres moyens, et les classes supérieures les cadres et professions intellectuelles. Les artisans, commerçants et agriculteurs sont plus difficiles à ranger en raison de la grande diversité de situations que cette catégorie recouvre. On peut les classer en fonction de la taille de l'entreprise ou de l'exploitation.

Au-delà du fait de s'assurer qu'on a bien les bons goûts, les bonnes pratiques et les bonnes connaissances, il faut surtout s'assurer qu'on n'a pas celle des classes populaires. L'enjeu, c'est de se distinguer du commun (le fameux mainstream) et du grossier. Des études ont mis en évidence le fait que de nombreux enquêtés, interrogés sur leurs goûts culturels, mettent un point d'honneur à se différencier des « beaufs », des « ploucs » ou des « c... » qui ont des loisirs jugés sans intérêt et même « abrutissants ». Elles

révèlent ainsi des couples d'opposés définissant les pratiques culturelles valorisées et celles qui ne le sont pas : rare/commun, complexe/simple, raffiné/vulgaire, pur/commercial. Or, il n'y a rien d'intrinsèquement mauvais à préférer une activité facile d'accès aussi bien en termes d'efforts intellectuels que pratiques. Il s'agit d'un moyen de manifester son appartenance à une classe sociale, et son droit aux privilèges qui vont avec, tout en soulignant la distance qui nous sépare des classes sociales inférieures. Et en excluant les personnes appartenant à une classe sociale inférieure, on évite les mésalliances qui risqueraient de compromettre la reproduction des privilèges.

Alors le mépris de classe se vit au quotidien par nos compatriotes. Quand le préfet décide de mesure empêchant la propagation du virus, on vise au principal les pique-nique et les rassemblements familiaux, qui vise-t-il ? Mais par contre un haut magistrat et la bonne société peuvent fêter un grand mariage. La lutte pour le climat et la santé passe par le même prisme et les mêmes coupables, le diesel et la cigarette. Les élites mondialisées ont pris le pouvoir et plus que de mépriser les classes populaires, ont réussi à les culpabiliser. Récemment encore, une ministre possédant une maison dans une des villes les plus chères de France, considérait que posséder sa maison est un non sens écologique. Malheureusement la conscience de classe s'est étiolée avec la perte de notre tissu industriel, CFR et usines sucrières en particulier. Mais le mépris de classe, lui, ne s'est jamais aussi bien porté. Le monde ouvrier s'est structuré différemment, notamment dans les services, mais il existe toujours. Le rôle d'un parti communiste est d'unir les classes laborieuses et de leur redonner espoir et fierté par le travail et non l'assistanat.

“Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes.” Karl Marx

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Fé vni bande travayèr déor : in rolan lidéoloji patronal, oir mèm kolonyal

Mézami mwin la antande dann télé in patron lantroprize lalimantassion lété invité pou koze dsi in sizé k'i intèrèss in bonpé patron, in bonpé zoinalist, é d'après sak mwin la antandi téi parl lo manke travayèr pou travaye dann bande métyé lalimantassion. A romarké lo salère si lé fèb pou zot la pa in problèm, si lo bande kondission d'travaye lé pa korèk, toussala lé pa inportan. Inportan sé lo manke travayèr a s'ki paré dann bande profèssion-la.

Donk la poze lo patron in késtyon dsi zot dada a zot é oila ké lo méssyé i di, li néna in kolèg boulanzé é lo kolèg i trouv pa zouvriyé boulanzé pou travaye : i paré i shèrch, i shèrch épi i trouv pa, alor li la di avè lo patron boulanzé, pétète i fo fé in apèl dsi lo plan nassyonal. Donk si zot i konpran amwin bien, pi bézoin rode travayèr rényoné, rode travayèr déor.

Mi koné pa kossa zot i anpanss de sa, mé mwin kan i komanss di zafèr konmsa mi panss l'après sharj de lo : alor in moune va sorte laba dan La Franss pou travaye issi La Rényon, pou fé issi lo même métyé k'i fé laba é pou sibir pétète(!) in lésplottassion pli for ké laba. Alor, bande travayèr rényoné formé é diplomé, va désside pa travaye épi touth l'assedic dégréssif. Alé dodo don ! I wa pa sa sé in n'afèr k'i kol pa é k'i ansèrv arink a défande lidéoloji patronal, mèm kolonyal.

Justin